**Demande de décision préjudicielle présentée par la Nejvyšší soud (République tchèque) le
4 novembre 2016 — Michael Dědouch e.a./Jihočeská plynárenská, a.s. et E.ON Czech Holding AG**

(Affaire C-560/16)

(2017/C 022/17)

Langue de procédure: le tchèque

Jurisdiction de renvoi

Nejvyšší soud, République tchèque

Parties dans la procédure au principal

Parties requérantes: Michael Dědouch, Petr Streitberg, Pavel Suda

Parties défenderesses: Jihočeská plynárenská, a.s. et E.ON Czech Holding AG

Questions préjudicielles

- 1) L'article 22, paragraphe 2 du règlement (CE) n° 44/2001 ⁽¹⁾ du Conseil du 22 décembre 2000 concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale (ci-après le «règlement Bruxelles I») doit-il être interprété en ce sens qu'il s'applique également à la procédure de contrôle du caractère raisonnable de la contrepartie, que l'actionnaire principal est tenu de verser, en tant que contre-valeur des titres à caractère participatif, aux détenteurs antérieurs desdits titres, qui lui ont été transférés en conséquence d'une résolution adoptée par l'assemblée générale d'une société anonyme, relative au transfert obligatoire des autres titres à caractère participatif à l'actionnaire principal (procédure dite d'«éviction»), lorsque la résolution ainsi adoptée fixe le montant de la contrepartie raisonnable et qu'il existe une décision de justice conférant le droit à un montant de contrepartie différent, contraignant pour l'actionnaire principal et la société, s'agissant de la base du droit conféré, ainsi qu'à l'égard des autres détenteurs de titres à caractère participatif?
- 2) En cas de réponse négative à la première question, l'article 5, paragraphe 1^{er}, sous a) du règlement Bruxelles I doit-il être interprété en ce sens qu'il couvre également la procédure de contrôle du caractère raisonnable de la contrepartie décrite dans la première question?
- 3) En cas de réponse négative aux deux questions qui précèdent, l'article 5, paragraphe 3 du règlement Bruxelles I doit-il être interprété en ce sens qu'il couvre également la procédure de contrôle du caractère raisonnable de la contrepartie décrite dans la première question?

⁽¹⁾ JO 2001 L 12, p. 1.

**Demande de décision préjudicielle présentée par le Tribunal Supremo (Espagne) le 7 novembre
2016 — Saras Energía S.A./Administración del Estado**

(Affaire C-561/16)

(2017/C 022/18)

Langue de procédure: l'espagnol

Jurisdiction de renvoi

Tribunal Supremo

Parties dans la procédure au principal

Partie requérante: Saras Energía S.A.

Partie défenderesse: Administración del Estado

Questions préjudicielles

- 1) La réglementation d'un État membre qui établit un mécanisme national d'obligations en matière d'efficacité énergétique dont le mode principal d'exécution consiste en une contribution financière annuelle à un fonds national pour l'efficacité énergétique créé en vertu de l'article 20, paragraphe 4, de la directive 2012/27/UE⁽¹⁾ est-elle conforme à l'article 7, paragraphes 1 et 9, de cette directive?
- 2) Une réglementation nationale qui, en tant qu'alternative à la contribution financière à un fonds national pour l'efficacité énergétique, prévoit la possibilité de remplir les obligations d'économie d'énergie par la validation de l'économie réalisée, est-elle conforme aux articles 7, paragraphe 1, et 20, paragraphe 6, de la directive 2012/27/UE?
- 3) En cas de réponse affirmative à la question précédente, est-il conforme aux articles 7, paragraphe 1, et 20, paragraphe 6, de la directive 2012/27/UE, de prévoir une telle possibilité alternative de remplir les obligations d'économie d'énergie lorsque l'existence effective de cette alternative dépend de sa mise en œuvre, par voie réglementaire, laissée à la discrétion du gouvernement?

Dans cet ordre d'idées, une telle réglementation est-elle conforme lorsque le gouvernement ne met pas en œuvre cette possibilité alternative?

- 4) Un mécanisme national qui ne considère comme parties obligées aux obligations d'économie d'énergie que les entreprises de vente d'énergie au détail, et non les distributeurs, est-il conforme à l'article 7, paragraphes 1 et 4, de la directive 2012/27/UE?
- 5) En cas de réponse affirmative à la question précédente, est-il conforme à l'article 7, paragraphes 1 et 4, de la directive 2012/27/UE, de désigner comme parties obligées les entreprises de vente au détail sans déterminer les raisons qui ont conduit à ne pas désigner en cette qualité les distributeurs d'énergie?

⁽¹⁾ Directive 2012/27/UE du Parlement européen et du Conseil, du 25 octobre 2012, relative à l'efficacité énergétique, modifiant les directives 2009/125/CE et 2010/30/UE et abrogeant les directives 2004/8/CE et 2006/32/CE (JO 2012, L 315, p. 1).

Demande de décision préjudicielle présentée par l'Eirinodikeio Lerou (Grèce) le 9 novembre 2016 — Alessandro Saponaro, Kalliopi-Chloi Xylina

(Affaire C-565/16)

(2017/C 022/19)

Langue de procédure: le grec

Jurisdiction de renvoi

Eirinodikeio Lerou (Grèce)

Parties dans la procédure au principal

Parties demandereses: Alessandro Saponaro, Kalliopi-Chloi Xylina

Questions préjudicielles

Dans l'hypothèse où une demande d'autorisation visant à renoncer à une succession est adressée à une juridiction hellénique par les parents d'un enfant mineur dont la résidence habituelle se trouve en Italie et aux fins de déterminer si la prorogation de compétence est conforme à l'article 12, paragraphe 3, sous b), du règlement 2201/2003: a) le seul dépôt de la demande devant la juridiction hellénique vaut-il acceptation non équivoque par les parents de la prorogation de compétence, b) l'eisangeleas protodikon (procureur près le tribunal de grande instance) figure-t-il parmi les parties qui doivent accepter la